

Étranger 21

Russie/A deux semaines de la présidentielle

Poutine vante la force militaire de son pays

AFP
Moscou/Russie

Il a également promis à ses compatriotes d'améliorer leur niveau de vie.

A deux semaines d'une présidentielle qu'il est sûr de remporter, Vladimir Poutine a promis aux Russes d'améliorer leur niveau de vie et longuement vanté les nouvelles capacités militaires du pays, à renfort d'images de synthèse sur les nouvelles armes high tech de l'armée russe.

L'adresse annuelle du président russe au Parlement devait poser les bases de ses priorités, surtout économiques et sociales, pour son prochain mandat qui doit l'emmener jusqu'en 2024.

Mais après avoir promis des mesures de lutte contre le cancer, pour améliorer le réseau routier ou la création de places en crèches, M. Poutine a énuméré pendant près d'une heure, la moitié de son adresse au Parlement, les dernières armes "invincibles" de la Russie avec images de synthèse, infographies et vidéos. Présentant pêle-mêle des nouveaux types de missiles de croisière avec une "portée illimitée", des mini-submersibles à propulsion nucléaire ou même une arme laser "dont il est trop tôt pour évoquer les détails", le président a fustigé l'attitude des Occidentaux envers la Russie.

"Personne ne voulait nous

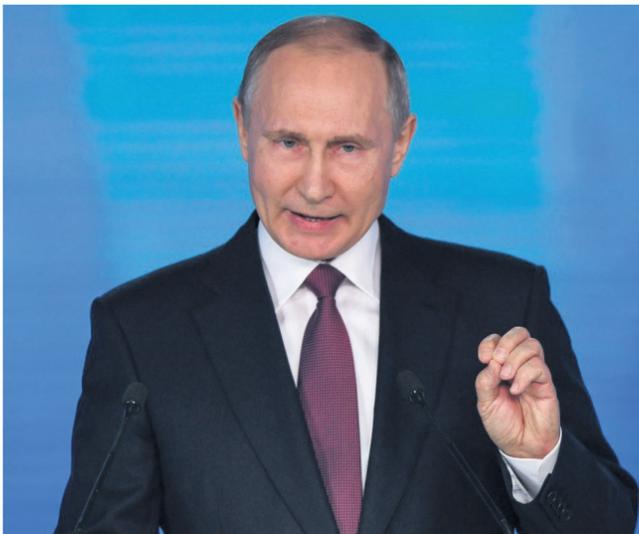


Photo : AFP

Le président Vladimir Poutine hier, lors de son adresse annuelle au Parlement : "Les prochaines années seront décisives pour la vie du pays."

parler, personne ne voulait nous écouter. Écoutez-nous maintenant !", a-t-il lancé, provoquant une standing ovation des parlementaires réunis dans un bâtiment historique proche du Kremlin. Il a souligné les progrès réalisés en dépit des sanctions occidentales imposées à cause de la crise ukrainienne, qui visent notamment le secteur de la défense : "ce que vous avez essayé pour gêner, empêcher, entraver la Russie n'a pas réussi. Tous les travaux de renforcement de la capacité défensive de la Russie ont été menés et sont menés".

Se défendant d'alimenter toute course aux armements, le président a avant tout présenté les efforts de la Russie comme une "réponse" à l'activité militaire américaine, dont la nouvelle posture nucléaire a été dénoncée par Moscou comme "belliqueuse" et "antirusse".

Pour autant, la Russie "ne menace personne" n'a "aucun plan pour utiliser ce potentiel de façon offensive", a indiqué M. Poutine. Ce discours militariste intervient alors que les relations entre la Russie et les Occidentaux sont au plus bas depuis la fin de la Guerre froide, sur fond de désaccords persistants sur l'Ukraine et la Syrie et les accusations d'ingérence dans les processus électoraux à l'étranger.

"BIEN-ETRE" • Vladimir Poutine, aux commandes de la Russie depuis plus de 18 ans, est candidat pour un quatrième mandat de six ans à l'élection présidentielle du 18 mars, qu'il devrait remporter largement en l'absence remarquée de son principal opposant Alexeï Navalny. Malgré les promesses de campagne lors de son retour au Kremlin en 2012 après quatre ans au poste de Premier ministre, son dernier mandat a été mar-

qué par une chute du niveau de vie et une progression de la pauvreté, conséquence de la flambée des prix causée entre 2014 et 2016 par la chute des cours du pétrole et les sanctions occidentales.

Au-delà de l'étalage des nouvelles capacités militaires de la Russie, Vladimir Poutine a promis d'améliorer le niveau de vie des Russes et diviser par deux le niveau de pauvreté "inacceptable" lors des six prochaines années, la durée du mandat qu'il est certain de remporter le 18 mars faute de réelle opposition.

Il a souligné que le nombre de personnes confrontées à la pauvreté dans le pays était passé de 42 millions en 2000 à environ 20 millions actuellement.

Ce niveau est cependant reparti à la hausse lors du dernier mandat de Vladimir Poutine (2012-2018) marqué par une récession économique.

M. Poutine a notamment insisté sur la nécessité d'améliorer "le bien-être" de la population et d'investir dans les infrastructures et la santé pour éviter à la Russie de prendre du "retard", ce qui constitue selon lui son "principal ennemi".

"Les prochaines années seront décisives pour la vie du pays", a affirmé le président en mettant l'accent sur l'importance des avancées technologiques afin que la Russie, dont il a vanté le "potentiel colossal" en la matière, ne reste pas sur le bord du chemin de la "révolution technologique".

RDCongo/Politique

L'Onu doit "suspendre son soutien" au processus électoral s'il n'est pas "crédible"

AFP
Kinshasa/Congo

Recommandation des experts du Groupe d'études sur le Congo (GEC) de l'université de New York.

LA Mission des Nations unies au Congo (Monusco) "devrait suspendre son soutien" au processus électoral en République démocratique du Congo si les conditions pour des "élections crédibles" en fin d'année ne sont pas réunies, ont recommandé hier les experts du Groupe d'études sur le Congo (GEC) de l'université de New York.

"Le Conseil (de sécurité) devrait faire de la tenue d'élections crédibles la principale priorité de la Mo-

nusco au cours de la prochaine année", écrit le GEC dans un rapport alors que les Nations unies s'apprêtent à renouveler le mandat de la Monusco avec le vote d'une nouvelle résolution d'ici le 31 mars.

« Cela implique d'énoncer des conditions claires pour le soutien de la Monusco au processus électoral, à savoir autoriser les manifestations de l'opposition, libérer les prisonniers politiques et mettre fin au "doublement" controversé des partis politiques », ajoute le GEC, groupe d'experts reconnus qui a auditionné des diplomates pour son rapport. Ce qu'on appelle doublement des partis politiques désigne des scissions au sein de partis d'opposition dont une partie des mem-

bres rallie le camp du gouvernement.

"Si ces conditions ne sont pas remplies, la Monusco devrait suspendre son soutien" à la commission chargée d'organiser des élections en RDC, poursuit le rapport.

Les mêmes chercheurs invitent la Monusco à limiter son engagement dans des opérations militaires avec l'armée congolaise à partir de "conditions bien identifiées, notamment une planification conjointe et une stratégie commune de protection des civils".

Le GEC accuse le président Joseph Kabila d'avoir "retardé à plusieurs reprises la tenue des élections".

La présidentielle en RDC devait se tenir avant le 20 décembre 2016, date de la

fin du deuxième mandat de M. Kabila, à qui la Constitution interdit de se représenter.

Elle a été reportée à fin 2017 dans un accord pouvoir/opposition conclu sous la médiation de l'épiscopat congolais. Finalement, la commission chargée d'organiser des élections a programmé la présidentielle le 23 décembre 2018.

L'Église catholique organise des marches contre le maintien au pouvoir du président Kabila, l'invitant à déclarer publiquement qu'il ne briguera pas un nouveau mandat. L'opposition et des mouvements citoyens l'accusent de vouloir se maintenir au pouvoir par "des manœuvres".

Sortir Restaurants



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi
Buffet Mix grill et Orchestre
• 19 500 adultes
• 10 000 enfants

Dimanche à partir de 13h
Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :
• 24 000 adultes
• 14 000 enfants

Sur place ou emporté : Livraison +2500
Resto ouvert midi et soir et fermé le dimanche soir et le lundi

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE
LE LOUNGE & LES JEUX
HAPPY HOURS
TOUS LES JOURS
de 18h à 21h
et le Dimanche toute la nuit pour la soirée Salsa

publi.com Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20